

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Texte non officiel destiné à l'information

UNCTAD/PRESS/PR/2009/041  
08/09/09

### **La situation et le contexte général de l'économie palestinienne n'ont jamais été aussi mauvais qu'en 2009, selon un rapport de la CNUCED**

**Le coût économique de la campagne militaire israélienne de grande ampleur à Gaza est estimé à 4 milliards de dollars des États-Unis - soit près de trois fois la taille de l'économie de Gaza. Le PIB par habitant a baissé de 34 % au cours des neuf dernières années. Le déficit commercial avec Israël équivaut à plus de 140 % du montant de l'aide consentie par les donateurs, qui s'élevait à 1,9 milliard de dollars en 2008**

*Genève, 8 septembre 2009* - Selon un rapport de la CNUCED, l'économie du territoire palestinien occupé doit faire face à des obstacles sans précédent, à savoir: le bouclage strict des autorités israéliennes, leur politique restrictive d'occupation, la détérioration de l'outil productif et la dégradation structurelle de l'économie.

Les dommages considérables infligés à Gaza et à son économie ont plongé 1,5 million de Palestiniens dans une pauvreté sans précédent, d'après le **Rapport 2009 sur l'Assistance de la CNUCED au peuple palestinien**. Constatant que la politique économique israélienne à l'égard du territoire palestinien occupé n'a pas bougé depuis quarante ans, la CNUCED appelle à une réorientation audacieuse du développement économique palestinien et demande instamment aux donateurs de respecter leurs engagements envers le territoire palestinien occupé.

#### **Détérioration des capacités productives et des ressources naturelles**

En 2008, l'économie palestinienne a perdu du terrain pour la neuvième année consécutive. Le taux de croissance enregistré l'année dernière s'établit à 2 %, faisant ressortir une baisse d'un tiers du PIB (produit intérieur brut) par habitant entre 1999 et 2008, malgré les nombreuses réformes mises en œuvre par l'Autorité palestinienne et le montant important de l'aide des donateurs, soit 1,9 milliard de dollars des États-Unis en 2008. Le déclin économique trouve son origine dans la politique israélienne de bouclage, dans la détérioration des capacités productives palestiniennes, dans la perte d'une partie des terres les plus fertiles et des ressources naturelles du territoire due au "mur de séparation" israélien, et dans l'extension des colonies. En raison des restrictions systématiques imposées par la politique d'occupation, le chômage a augmenté de plus de 10 % entre 1999 et 2008 pour atteindre 32 %. La pauvreté continue de s'étendre et de s'aggraver: 57 % des ménages du territoire palestinien occupé vivaient dans la pauvreté en 2007 contre 20 % en 1998. Le déficit commercial a représenté pour la première fois 79 % du PIB. Le déficit commercial avec Israël équivalait à plus de 140 % de l'aide internationale consentie à l'Autorité palestinienne en 2008 et représentait plus de 70 % du déficit commercial global.

Les dommages causés à Gaza sont un nouveau coup porté à une économie ravagée par la guerre

Gaza a été touchée de manière disproportionnée par la politique d'occupation en raison du blocus strict imposé par les autorités israéliennes depuis le milieu de l'année 2007 et de la campagne militaire israélienne lancée le 27 décembre 2008. Les pertes économiques causées par cette campagne sont estimées à 4 milliards de dollars - soit près de trois fois la taille de l'économie de Gaza. Les conditions de vie et l'accès aux sources de revenus n'ont jamais été pires depuis 1967 à Gaza, où la pauvreté touche 90 % de la population.

Suite à la résolution 1860 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 8 janvier 2009, un cessez-le-feu fragile a été instauré le 18 janvier 2009. Mais le blocus strict imposé à Gaza n'a pas été levé. Malgré l'annonce à la Conférence de Charm El-Sheikh (Égypte, mars 2009) de 4,5 milliards de dollars de dons destinés à soutenir le plan de redressement et de reconstruction palestinien, aucun fonds n'a encore été débloqué; l'économie de Gaza est encore victime du blocus et attend que les travaux de reconstruction commencent. La CNUCED préconise un accroissement de l'aide allouée afin de redynamiser un outil productif détérioré. Elle juge aussi que des mesures immédiates et urgentes doivent être prises pour mettre fin au siège de Gaza. Celles-ci, bien que nécessaires, ne suffiront pas à sortir Gaza de sa misère actuelle. En effet, il est indispensable de doter les décideurs palestiniens d'une panoplie complète d'instruments de politique économique pour permettre une reprise durable.

### **La politique économique israélienne à l'égard du territoire palestinien occupé n'a pas fondamentalement changé au cours des quarante dernières années**

L'objectif de la CNUCED et de la communauté internationale est désormais de "créer les conditions propices à l'édification d'un État palestinien souverain et viable", mais ces conditions ont été amoindries par la dynamique du conflit et les effets d'une occupation prolongée. La stratégie des gouvernements israéliens successifs à l'égard de l'économie palestinienne a été le principal facteur déterminant du développement économique palestinien. La politique israélienne antérieure aux Accords d'Oslo (1993) était caractérisée par une stratégie intégrationniste visant à tirer parti de la main-d'œuvre, des terres et des autres ressources et territoires palestiniens. Elle a privé l'économie palestinienne d'un développement indépendant et a accru sa vulnérabilité à l'égard des orientations israéliennes dans les domaines économique, politique et de la sécurité.

Loin de promouvoir l'intégrité territoriale et économique palestinienne, les Accords d'Oslo ont entériné l'intégration inégale de l'économie palestinienne dans une économie israélienne plus avancée. Dans le même temps, les mesures de séparation physique s'intensifiaient au fur et à mesure que les politiques israéliennes de peuplement et de bouclage se développaient. La convergence espérée des deux économies reste illusoire. Les disparités économiques étaient telles que le revenu par habitant d'Israël représentait 14 fois celui du territoire palestinien occupé, contre sept fois il y a 30 ans. Le bilan de 40 ans d'occupation est caractérisé par l'extension des colonies et des contrôles israéliens, et par une réduction concomitante de la marge d'action économique des Palestiniens, de leur territoire physique et de leur accès aux ressources naturelles et économiques.

L'examen des rapports publiés par la CNUCED depuis 25 ans sur la question fait ressortir la nécessité d'une rupture audacieuse avec l'approche classique et dominante, qui ne remet pas en cause le contexte, les restrictions et les politiques de l'occupation. Une autre approche reconnaissant les réalités de l'économie palestinienne et l'incompatibilité manifeste de l'occupation et du développement est devenue indispensable.

La CNUCED préconise le lancement d'une initiative visant à concevoir une stratégie économique palestinienne pour la souveraineté et la paix reposant sur l'autodétermination économique et politique nécessaire des Palestiniens, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU. La dynamique de la politique économique palestinienne ne doit donc plus être dictée par les exigences de l'occupation, mais par les priorités et objectifs de développement du peuple palestinien. Cette réorientation stratégique devrait viser à rétablir l'intégrité territoriale, à répondre aux besoins particuliers d'une économie ravagée par la guerre et à jeter les bases d'un futur État viable conformément aux résolutions de l'ONU. Une instance multilatérale où ces objectifs peuvent être poursuivis est l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Une nouvelle stratégie économique palestinienne devrait notamment envisager au plus tôt de faire de la Palestine un territoire douanier distinct administré par l'Autorité palestinienne, qui aurait ainsi le statut d'observateur auprès de l'OMC afin de réinscrire l'autonomie nominale de l'économie dans un cadre coopératif et multilatéral remplaçant l'actuel cadre bilatéral dysfonctionnel.

### **L'action de la CNUCED**

Face à l'aggravation de la crise économique humanitaire à Gaza, le secrétariat de la CNUCED a conçu un plan d'urgence visant à appuyer les efforts de redressement et de reconstruction en cours. Elle

propose un programme qui établit des synergies entre les besoins à satisfaire en urgence et les objectifs stratégiques de développement sous la forme d'un plan pluriannuel souple.

L'exécution d'un projet visant à promouvoir des politiques économiques et commerciales axées sur la croissance sous-régionale dans l'optique de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1 et 8 dans le territoire palestinien occupé et dans cinq autres États arabes avance. L'objectif 1 a trait à l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim tandis que l'objectif 8 consiste à instaurer un partenariat mondial pour le développement.

Malgré les difficultés, un projet de la CNUCED visant à moderniser les services douaniers palestiniens (SYDONIA) a bien avancé. En vue de son installation dans tous les bureaux de douane, le nouveau système SYDONIA World a été configuré et lancé en juin 2009; il représente la première application d'administration électronique diffusée dans le territoire palestinien occupé.

En octobre 2008, le secrétariat a créé le Conseil des chargeurs palestiniens qui vise à faciliter le commerce palestinien. Le Conseil est désormais une institution dynamique du secteur privé, dotée d'un conseil d'administration déterminé avec lequel le secrétariat continue de coopérer selon les besoins. Mais le blocus de Gaza a restreint le champ d'action du Conseil à la Cisjordanie.

La CNUCED continue de collaborer avec le Ministère de l'économie nationale en vue d'aider l'Autorité palestinienne à élaborer une politique économique stratégique et à intégrer le territoire palestinien occupé dans le système commercial multilatéral. Le manque de fonds continue de pénaliser le programme de rétention des investissements et le programme d'aide au développement des petites et moyennes entreprises (EMPRETEC Palestine).

**Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter :**

Le Service de presse de la CNUCED

T: +41 22 917 58 28

E: [unctadpress@unctad.org](mailto:unctadpress@unctad.org)

Web: [www.unctad.org/press](http://www.unctad.org/press)